

ROCHARD AUDIT

**COMPAGNONS BATISSEURS
CENTRE VAL DE LOIRE**

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901
2 avenue du Général de Gaulle
37000 TOURS

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

ROCHARD AUDIT

Expert-comptable et
Commissaire aux comptes

11 Les Engreffières

37250 SORIGNY

Tél : 06 77 62 15 72

COMPAGNONS BATISSEURS CENTRE VAL DE LOIRE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

2 avenue du Général de Gaulle
37000 TOURS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association des COMPAGNONS BATISSEURS DU CENTRE VAL DE LOIRE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des COMPAGNONS BATISSEURS DU CENTRE VAL DE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Siège social : 11 Les Engreffières, 37250 Sorigny – Tél. 06 77 62 15 72 – mail : valerie.rochard@rochardaudit.org
SARL au capital de 5 000 € - 945 377 786 RCS Tours - APE 69.20Z – TVA intracommunautaire FR 34945377786
Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables Centre-Val de Loire
Inscrite à la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants de l'annexe :

- L'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposée dans l'annexe des comptes annuels dans la note « 1.2 Principes, règles et méthodes comptables », paragraphe « Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable » ;
- La présentation des comptes annuels en application du principe de continuité d'exploitation exposée dans l'annexe des comptes annuels dans le dernier paragraphe de la note « 1.2 Principes, règles et méthodes comptables », et dans la note « 1.1.1 Les faits marquants concernant notre activité ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice : le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Sorigny, le 27 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes,
ROCHARD AUDIT



Représenté par Valérie ROCHARD

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe



**compagnons
bâisseurs**

CENTRE-VAL DE LOIRE

**EXERCICE COMPTABLE
2025**

Comptes annuels

exercice clos

au 31 décembre 2025

COMPAGNONS BATISSEURS CENTRE VAL DE LOIRE

BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net 2025	Net 2024
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	114 974	82 750	32 223	48 332
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 043	5 594	449	1 124
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	108 694	100 276	8 417	9 839
Autres immobilisations incorporelles	228 663	218 564	10 100	20 929
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	976	-	976	915
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	3 989	-	3 989	3 749
Total II	463 339	407 184	56 155	84 889
COMPTES DE LIAISON (III)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	73 271	271	73 001	194 424
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	819 053		819 053	660 829
Valeurs mobilières de placement	678		678	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	232 924		232 924	130 782
Charges constatées d'avance	-		-	-
Total IV	1 125 927	271	1 125 656	986 034
Frais d'émission des emprunts (V)				
Primes de remboursement des emprunts (VI)				
Ecart de conversion Actif (VII)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI+VII)	1 589 266	407 455	1 181 811	1 070 923

COMPAGNONS BATISSEURS CENTRE VAL DE LOIRE

BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice N (PPG 2025)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	2025	2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	50 000	50 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserve de trésorerie	130 000	130 000
Report à nouveau	- 27 402	15 111
Excédent ou déficit de l'exercice	- 294 837	- 42 512
Situation nette (sous total)	- 142 239	152 598
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		0
Provisions réglementées		
Total I	- 142 239	152 598
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	154 454	19 841
Total III	154 454	19 841
PROVISIONS		
Provisions pour risques		45 759
Provisions pour charges	131 565	101 558
Total IV	131 565	147 317
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-
Emprunts et dettes financières diverses	15 638	23 015
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	54 375	57 768
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	279 938	209 541
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes - Acomptes perçu -clients créditeurs	112 136	59 141
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	575 945	401 701
Total V	1 038 031	751 166
Ecart de conversion Passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I + II + III +IV + V+VI)	1 181 811	1 070 923

COMPAGNONS BATISSEURS CENTRE VAL DE LOIRE

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N 2025	Exercice N -1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Cotisations Adherents</i>	98 996	86 853
<i>Ventes de biens et services</i>	295 555	484 121
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service facturation familles et Bailleurs	295 555	484 121
dont parrainages		
<i>Produits de tiers financeurs</i>	1 250 006	1 231 562
Concours publics et subventions d'exploitation	1 023 271	1 070 851
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	-	-
Mécénats	31 545	59 992
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	195 191	100 719
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts</i>	45 905	82 516
<i>Produit des cessions d'immobilisations incorpo et corporelles</i>	1 000	
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	19 841	38 327
<i>Autres produits (production immobilisée)</i>	338	48 332
Total I	1 711 640	1 971 711
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	81 714	147 514
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	377 018	407 529
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	69 179	97 956
Salaires et traitements	861 715	929 714
Charges sociales	369 164	352 836
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	47 516	43 659
Dotations aux provisions	30 278	16 522
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	154 454	14 125
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	10 870	0
Total II	2 001 907	2 009 857
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 290 266	- 38 145
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		17
Autres intérêts et produits assimilés	64	933
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	20	
Total III	83	949
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 042	686
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 612	
Total IV	4 654	686
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 4 570	264
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 294 837	- 37 882

Suite

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N 2025	Exercice N -1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		77
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	-	77
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		4 708
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	-	4 708
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	4 631
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	1 711 724	1 972 738
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 006 560	2 015 250
EXCEDENT OU DEFICIT	- 294 837	- 42 512
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	424 390	355 017
Prestations en nature	80 436	72 890
Bénévolat	90 162	93 721
TOTAL	594 988	521 628
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	424 390	355 017
Mises à disposition gratuite de biens	80 436	72 780
Prestations en nature		110
Personnel bénévole	90 162	93 721
TOTAL	594 988	521 628

EXERCICE COMPTABLE 2025

Annexe aux Comptes annuels

exercice clos

au 31 décembre 2025



**compagnons
bâisseurs**

CENTRE-VAL DE LOIRE

Sommaire

Présentation de l'activité de l'association	8
I Présentation des comptes	9
1.1 Faits majeurs de l'exercice	9
1.1.1 Les faits marquants concernant notre activité	9
1.2 Principes, règles et méthodes comptables	10
2 Informations relatives au bilan	11
2.1.1 Immobilisations incorporelles et amortissements du développement	11
2.1.2 Immobilisations et amortissements pour dépréciations	12
2.1.3 Actif circulant - Classement par échéance	13
2.1.4 Variation des fonds associatifs	14
2.1.5 Fonds dédiés	14
2.1.6 Provisions pour risques et charges	15
2.1.7 Autres dettes - Classement par échéance - Emprunts	15
2.1.8 Produits constatés d'avance	16
3 Informations relatives au compte de résultat	16
3.1 Récapitulatif des financements affectés en 2025	16
3.2 Récapitulatif des valorisations et dons en nature 2025	17
4 Informations relatives aux effectifs	17

Fondée en 1982, l'association régionale « Compagnons Bâisseurs Centre - Val de Loire » est une association d'intérêt général, régie par la loi du 1er juillet 1901 et les statuts qui la régissent.

Elle est signataire de la Charte Nationale du mouvement des Compagnons Bâisseurs, créé en 1957. • L'association vise à renforcer la solidarité sociale, économique et environnementale dans le champ de l'habitat et du cadre de vie, en milieu rural et urbain.

Elle s'adresse en premier lieu à des particuliers (propriétaires, locataires) et s'appuie sur différents partenariats (techniques, institutionnels, sociaux et financiers) dans les domaines de l'habitat et du cadre de vie, de l'économie sociale et solidaire, de l'éducation populaire et de la jeunesse.

Ce collectif se caractérise par sa diversité et la pluridisciplinarité (statuts, âges, culture, compétences...) qui sont au cœur de son organisation et de la vie associative.

Il se définit par ailleurs par un fonctionnement collaboratif et transversal, que ce soit dans la sphère décisionnelle, opérationnelle et dans notre représentation vis-à-vis de tiers.

Être compagnon bâtisseur, c'est d'abord accompagner

Accompagner les mobilisations individuelles

- Nos actions visent à favoriser la connaissance, la confiance et l'estime de soi des parties prenantes à nos actions (habitants, bénévoles, volontaires et salariés).
- Les occupants sont décideurs de leur projet d'habitat, de cadre de vie et nous les accompagnons dans leur réalisation.
- Notre place tend à renforcer leur capacité à agir.

Accompagner les mobilisations collectives

- Nos actions sont le creuset d'expériences collectives, d'échanges, de mixités, de liens, de solidarité et de convivialité, qui peuvent perdurer au-delà de nos actions.
- Elles sont conçues et animées pour favoriser le croisement des savoirs et compétences.
- Nous contribuons auprès des acteurs publics et porte-voix nationaux et locaux à la construction et au déploiement des politiques publiques en matière d'habitat et de cadre de vie.

Accompagner la jeunesse et grandir avec elle

- Nous favorisons la mobilisation et la mobilité des jeunes pour renforcer leur connaissance, confiance et estime de soi et la construction de leur parcours de vie.
- Nous favorisons l'expérience et l'engagement solidaire sous différentes formes : bénévolat, volontariat, salariat, initiatives collectives...
- La vie, les projets et pratiques de l'association sont nourris par les questionnements, visions, aspirations et dynamiques des jeunes et se structurent dans le cadre du « projet jeunesse » régional.

Être compagnon bâtisseur, c'est aussi bâtir

Améliorer l'habitat et le cadre de vie

- Nous prenons part à des projets d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie dans le respect des réalités, aspirations et moyens de l'habitant.
- Nos actions tendent à contribuer à la justice sociale en luttant contre le mal logement, l'exclusion et la précarité énergétique.

Contribuer à bâtir des alternatives économiques

- Nous initions et/ou prenons part à des alternatives économiques et innovations sociales au sein de réseaux d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et d'Économie circulaire.
- Ainsi nous contribuons à la construction et au développement de l'économie circulaire dans le champ de l'habitat et du cadre de vie.

Intégrer les enjeux environnementaux

- Nous partageons avec les habitants les questions liées aux enjeux environnementaux dans l'habitat et privilégions quand cela est possible des modes de construction et matériaux respectueux de l'environnement, de l'habitat et de l'habitant
- Nos pratiques associatives, nos manières de nous organiser, de travailler et de nous déplacer, nos activités et partenariats contribuent à la prise en compte des enjeux environnementaux.

I Présentation des comptes

Les documents dénommés « états financiers » comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

I.1 Faits majeurs de l'exercice

I.1.1 Les faits marquants concernant notre activité

Lors de notre dernière Assemblée Générale, nous avons clairement identifié plusieurs axes stratégiques prioritaires :

la consolidation des équilibres financiers de l'association, la poursuite et le renforcement de partenariats stratégiques, ainsi que l'adaptation de notre modèle économique aux nouvelles contraintes structurelles et budgétaires. Ces orientations devaient toutefois s'inscrire dans la continuité de notre projet associatif, en maintenant notre engagement en faveur de l'innovation sociale et du développement d'actions expérimentales, afin de répondre au plus près — et c'est l'essence même de notre ADN — aux besoins des populations les plus vulnérables.

Toutefois, dès cette période, nous constatons déjà des fragilités financières importantes sur plusieurs actions engagées ou en cours de déploiement, se traduisant par des insuffisances de financement et des cumuls de déficits, en particulier au niveau de l'Atelier-Chantier d'Insertion (ACI). Cette situation, analysée de manière approfondie, nous a conduits à prendre la décision difficile mais nécessaire de fermer l'ACI en septembre 2025, dans un objectif de responsabilité financière et de préservation de la pérennité de l'association.

Les enjeux liés aux ressources humaines ont mobilisé une part importante du temps et des ressources disponibles, réduisant ponctuellement la capacité dédiée au pilotage financier au cours de l'exercice.

D'autant plus qu'au second semestre, l'association fait également face à l'absence de sa directrice, situation qui a profondément impacté son fonctionnement. Dans ce contexte particulièrement complexe, la gouvernance associative s'est mobilisée afin d'assurer la continuité des activités, maintenir le cadre institutionnel et organisationnel, et tenter, autant que possible, de « redresser la barre » dans un environnement fortement contraint.

En fin d'année 2025, avec l'accompagnement étroit de notre tête de réseau, l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs, et le soutien des collaborateurs régionaux, un travail approfondi a été mené sur les équilibres budgétaires, le redimensionnement des conventions et l'analyse globale de notre modèle économique. À l'issue de ce travail conséquent, le Conseil d'Administration a fait le choix de la continuité de l'exploitation, considérée comme la solution la plus responsable au regard de notre mission sociale.

Ce choix s'est accompagné de décisions structurantes, notamment la mise en œuvre de mesures de réduction de la masse salariale, ainsi que la restructuration et la réorganisation de l'ensemble de nos activités. Ces mesures ont pour objectif premier de rétablir durablement la situation financière de l'association, tout en ajustant notre périmètre d'intervention afin de répondre de manière plus réaliste, efficiente et sécurisée aux sollicitations.

I.2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'association ont été établis conformément aux dispositions applicables aux personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du **principe de prudence** et conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, exceptées celles induites de l'application des modifications imposées par le règlement ANC 2022-06 ;
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles d'établissement et de présentation prévues par la réglementation comptable en vigueur.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la **méthode des coûts historiques**.

L'association applique le **règlement ANC n° 2018-06** relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour les dispositions non prévues par ce règlement, elle se conforme aux règles du **Plan Comptable Général** issu du règlement **ANC n° 2014-03**.

Pour les exercices ouverts à compter du **1er janvier 2025**, les comptes ont été établis en tenant compte des modifications introduites par le **règlement ANC n° 2022-06**, relatives à la modernisation des règles comptables et de la présentation des comptes annuels.

Les comptes sont tenus selon le **principe de la comptabilité d'engagement**, les charges et les produits étant comptabilisés au titre de l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement.

Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

A compter du 1er janvier 2025, l'application pour la première fois du règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 entraîne des changements de comptabilisation et de présentation suivants :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Au niveau de résultat exceptionnel :

Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier :

Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature

Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel.

Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes " charges et produits exceptionnels " dans le compte de résultat

Les transferts de charges N-I ont été regroupés dans la colonne N-I sur la ligne " reprise sur amortissements, dépréciations et provisions ".

Les comptes sont présentés en application du principe de continuité d'exploitation, bien qu'au 31/12/2025 la situation nette soit négative de 142 K€, et que la trésorerie soit tendue depuis fin 2025. Toutefois, les décisions et mesures exposées en fin de paragraphe "I.1 Faits majeurs de l'exercice" et les actions engagées en début d'exercice 2026 permettent l'application du principe de continuité d'exploitation.

2 Informations relatives au bilan

2.1.1 Immobilisations incorporelles et amortissements du développement

Les dépenses afférentes aux phases d'ingénierie de développement sont considérées comme des immobilisations immatérielles. En effet, celles-ci sont mobilisables, les démarches d'ingénierie respectant une série de critères cumulatifs, notamment la production d'avantages économiques futurs probables.

Contrepartie des charges liées à l'ingénierie de développement par une production immobilisée – Evaluation
Seule la masse salariale directe et les consommations d'activités sont comptabilisées en production immobilisée incorporelle. Sont exclus du coût des frais de développement :

- Les frais de structure : salaires structure et charges structure.
- Les déficiences et les pertes d'exploitation initiales.
- Les frais de formation des employés liés au développement.

Les durées d'amortissements retenues sont de 3 ans pour l'ingénierie liée à la modélisation économique et l'ingénierie de développement opérationnelle.

La date de départ de l'amortissement à prendre en compte sera l'année suivante de l'immobilisation.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Temps de travail de développement	Linéaire	3 ans
Consommations d'activité de développement	Linéaire	3 ans

Amortissement 2025 des Immobilisations Incorporelles					
	Total Immobilisations Incorporelles	Dotations amortissement développement sur 3 ans début n+1			
		2024	2025	2026	2027
TOTAL production immobilisée 2024	48 332	0	16 111	16 111	16 111

Pas de nouvelle immobilisation immatérielle passées en 2025 l'ensemble des coûts sont passés en charges afin de ne pas alourdir les dotations 2026 - 2027 et parvenir à un rééquilibrage budgétaire.

2.1.2 Immobilisations et amortissements pour dépréciations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 5 ans
Travaux aménagement des locaux	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transports occasion	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel de transports neuf	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 à 3 ans

É T A T D E S I M M O B I L I S A T I O N S

	Valeur brute début exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
		Réévaluations	Acquisitions	Par virement	Par cession		
Frais d'établissement							
Total (I)							
Immobilisations incorporelles							
Frais de développement	114 974					114 974	
Donations temporaires d'usufruit	6 043					6 043	
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
Total (II)	121 016	0	0	0	0	121 016	0
Immobilisations corporelles							
Terrains						0	
Constructions sur sol propre						0	
Constructions sur sol d'autrui						0	
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	103 811		4 883			108 694	
Installations techniques, matériel et outillage industriels						0	
Installations générales, agencements et aménagements divers						0	
Matériel de transport	165 833		13 598			179 431	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	49 232					49 232	
Emballages récupérables et divers						0	
Immobilisations corporelles en cours						0	
Avances et acomptes						0	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						0	
Total (III)	318 876	0	18 481	0	0	337 357	0
Immobilisations financières							
Participations						0	
Créances rattachées à des participations						0	
Autres titres immobilisés	915		61			976	
Prêts et autres immobilisations financières	3 749		240			3 989	
Total (IV)	4 664	0	301	0	0	4 988	0
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	444 557	0	18 782	0	0	463 339	0

É T A T D E S A M O R T I S S E M E N T S

Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Valeur début exercice	Augment. Dotations	Diminutions Sorties/Rep.
Frais d'établissements	Total I			
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	Total II	66 641	16 109	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total III	4 919	675	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		93 972	6 304	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport		148 880	21 203	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		45 256	3 225	
Emballages récupérables et divers				
Total IV		288 108	30 732	0
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		359 668	47 516	0

2.1.3 Actif circulant - Classement par échéance

L'exigibilité des créances de l'actif circulant est inférieure à un an, à l'exception des créances des FINANCEURS D'ACTIVITES DEBITEURS qui sont réparties comme ci-dessous.

2025	Actif circulant Créances Autres - détail		moins 1 an	plus 1 an
401	FOURNISSEURS DEBITEURS	3 109	3 109	
4315	cpam ij maladie	1 398	1 398	
4387	PRODUITS A RECEVOIR UNIFORMATION - PREVOYANCE - France TRAVAIL	30 545	30 545	
FINANCEURS PUBLICS				
441ADEME	ADEME	58 271	32 373	25 898
441ANCTL	ANCT LOIRET PREF45	20 000	10 000	10 000
441ARS/DREAL	ARS/DREAL	37 000	37 000	0
441CAF37	CAF TOURAINE 37	840	840	0
441CAF41	CAF LOIR ET CHER 41	4 800	4 800	0
441CAF45	CAF LOIRET 45	6 000	6 000	0
4413CBO	CC 3CBO	22 500	7 500	15 000
441CC4C	CC 4V	22 500	7 500	15 000
441CC4C	CC AME	22 500	7 500	15 000
441CC4C	CC CCFG	24 375	9 375	15 000
441CCVA	CC VAL AMBOISE	27 500	27 500	0
441CD37	CONSEIL DEPARTEMENTAL 37	12 000	12 000	0
441CD41	CONSEIL DEPARTEMENTAL 41	700	700	0
441CD45	CONSEIL DEPARTEMENTAL 45 dont FSE+	42 347	42 347	0
441CR	CONSEIL REGIONAL DU CENTRE	189 435	105 538	83 897
441ERASMUS	EUROPE ERASMUS	2 820	2 820	0
441LEADER	LEADER PTER BEAUCE GATINAIS EN PITHIVERAIS	49 769	29 861	19 907
441HD28	HABITAT DROUAIS 28	180 000	60 000	120 000
441OM	ORLEANS METROPOLE BAILLEUR PUBLIC	4 000	4 000	0
441VTH	VAL TOURAINE HABITAT	500	500	0
441VVVSI	VVVSI CEMEA	1 000	1 000	0
4487	PRODUITS A RECEVOIR FSE TZEE	0	0	0
CONFEDERATION, FEDERATION, UNION, ENTITES AFFILIEES				
45	ANCB+CBR	11 987	11 987	0
FINANCEURS PRIVES				
4671FAG2R	FONDATION AG2R LA MONDIALE	35 000	10 000	25 000
4671FAP	FONDATION POUR LE LOGEMENT	5 347	5 347	0
COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE (REGIES)				
470R	REGIES	2 811	2 811	
TOTAL		819 053	474 350	344 703

2.1.4 Variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	50 000				50 000
Ecart de réévaluation					-
Reserves	130 000				130 000
Report a nouveau	15 111	- 42 512			- 27 402
Exédent ou déficit de l'exercice	- 42 512	- 294 837		42 512	- 294 837
Situation nette	152 599	- 337 349	-	42 512	- 142 239
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées					-
TOTAL	152 599	- 337 349	-	42 512	- 142 239

2.1.5 Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATION		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant Global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	LEADER PETR MONTARGOIS		9 954				9 954	
	HABITAT DROUAI BO PUBLIC		50 000				50 000	
Contributions financières d'autres organismes	AG2R LA MONDIALE	3 000		3 000			-	
	RICOH COPIEUR	11 125		11 125			-	
	F ST GOBAIN	3 093		3 093			-	
	F EIFFAGE	2 623		2 623			-	
	ANCB-AG2R		27 500				27 500	
	AG2R REGION		45 000				45 000	
	*LA ROSERAIE BO PRIVE 2025		22 000				22 000	
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL		19 841	154 454	19 841	-	-	154 454	-

*La convention Bailleur privé la Roseraie HLM AQ Vernouillet est une contribution financière de 2025 à 2028 pour les montants de 25 000€ par an en 2026-2027-2028 se sont des engagements hors bilan en fonction des réalisations.

2.1.6 Provisions pour risques et charges

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissements					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
Total I	0	0	0	0	0
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour litiges	45 759	6 500		45 759	6 500
Provisions pour garanties données aux clients					0
Provisions pour pertes sur marchés à terme					0
Provisions pour amendes et pénalités					0
Provisions pour pertes de change					0
Provisions pour pensions et obligations similaires	101 558	23 507			125 065
Provisions pour impôts					0
Provisions pour renouvellement des immobilisations					0
Provisions pour grosses réparations					0
Autres provisions pour risques et charges					0
Total II	147 317	30 007	0	45 759	131 565
Provisions pour dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Autres dépréciations					
Total III	0	0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	147 317	30 007	0	45 759	131 565
Dont dotation					
- d'exploitation		30 007		45 759	
- financières					

Actualisation de la provision retraite

Litige prud'hommal reprise intégral suite au recours en cassation du plaignant débouté.

2.1.7 Dettes - Classement par échéance

DETTES 2025	Total	-1 an	de 1 à 5 ans	+5 ans
ts Organismes Bancaires solde c	-	-	-	-
Emprunts Autres Organismes	15 638	7 452	8 186	-
fournisseurs et comptes rattachés	54 375	54 375		
Dettes CB Régions	-	-		
Dettes fiscales et sociales	279 938	260 996	18 941	
Autres dettes	112 136	112 136		
Produits constatés d'avance	575 945	375 945	200 000	
	1 038 030	810 903	227 127	-

Détail des emprunts

Organismes Bancaires	Nature de l'emprunt	date	Montant	durée	TEG fixe	Mode échéance	Montant échéance	date de fin
Autres Organismes								
ANCB PIA	Convention de mise à disposition de fonds CDC PIA	15/03/2015	67 073,00 €	12 ans (144mois)	2,30%	Annuelle après différé de 3 ans pour la seule partie du capital	1542,68€x3 ans puis 9 échéances de 8994,49€ à 7630,06€	févr-27

2.1.8 Produits constatés d'avance

Ils correspondent aux conventions de financements pluriannuels dont voici la répartition par financeurs :

(Années 2026 – 2027 - 2028)

DETAIL PRODUITS CONTATE D'AVANCE 2025	
PREFECTURE Loiret 45 POLITIQUE DE LA VILLE	20 000
Conseil Régional Centre CAP ASSO	39 222
Conseil Régional Centre A VOS ID	20 000
Région CVL FSE+	45 465
Conseil Régional CVL ADEME	32 373
DREAL- ARS	37 000
EPCI : AME-CC4V-3CBO-CCCFG	90 000
Conseil Départemental Loiret 45	24 000
PREF28 PACTE DES SOLIDARITES-DDETS28	63 000
PETR LEADER BEAUCE GATINAIS	24 884
HABITAT DROUAIS BO PUBLIC	180 000
TOTAL	575 945

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Récapitulatif des financements affectés en 2025

COMPAGNONS BATISSEURS CVL 2025

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	
EUROPE SUBV ACTIVITES	133 525
ETAT SUBV ACTIVITES	222 746
REGION SUBV ACTIVITES	85 167
DEPARTEMENT SUBV ACTIVITES	123 985
EPCI SUBV ACTIVITES	153 000
COMMUNES SUBV ACTIVITES	43 953
BAILLEURS SOCIAUX PUBLICS SUBV ACTIVITES	106 500
CAF OU MSA SUBV ACTIVITES	54 400
AIDE AUX POSTES FONJEP-ASP...	28 208
SUBV AIDES POSTES ACI	71 787
TOTAL Classe 74	1 023 271
CONTRIBUTIONS FINANCIERES	
FONDATIONS ET FONDS DE DOTATIONS	80 581
ASSOCIATIONS (dont ANCB)	82 810
BAILLEURS SOCIAUX ET STATUT PRIVE	31 800
TOTAL Classe 755	195 191

3.2 Récapitulatif des valorisations et dons en nature 2025

Méthode de valorisation :

Dons en de nature matériels et matériaux à la valeur hors taxe et non margée de sortie de stocks du fournisseur.

Mise à disposition gratuite de biens et prestations à la valeur du marché.

Personnels bénévoles au Smic horaire chargé x 7h par jour par bénévole.

Dons en nature matériels et matériaux Plateforme Soli'bât		424 390
Dont de Matériaux Aditec - Hulin - Forbo - Legrand - Adca - Sider WSL36 - Isonat St Gobain -ACR Distribution Poitou - Groupe Atlantic	420 310	
Dont Autres Sogarep	4 080	
Mise à disposition gratuite des biens et prestations dont Ville de Tours, Val Touraine Habitat, Tours Metrople Habitat, SCI Gillet, AFL- Foessel		80 436
Prestations en nature (mécénat de compétences)		
Personnes bénévoles		90 162
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		594 988

Une hausse de 16% des dons matériaux à nos plateformes Soli 'Bât de la région Centre Val de Loire et une mise à disposition de nouveaux locaux pour notre Plateforme Soli bât sur le département du Loiret.

4 Informations relatives aux effectifs

Personnel, nombre de salarié au 31/12/2025 (soit 23.08 EPT) :	24
Permanents CDI (dont 5 à temps partiel)	24
Permanents CDD (dont 0 temps partiel)	0
Personnel en insertion CDDI (dont temps partiel)	0
Personnel salarié au cours de l'exercice 2025	37
(Dont 28 CDI et 0 CDD 9 CDDI) soit 29.77 Equivalent Temps Plein.	
Volontaires en Service Civique ou Corps Européen de Solidarité	18
Bénévoles	19
Total de personnes ayant permis le déroulement des activités en 2025	74
En nombre de personnes et non pas en équivalent temps plein.	